

monique houvre

Hadi Younes

GHASSAN ZEEN...

Marie Buscail

Institut des fina...

Halim Debbas

Rani Al Achkar

Rola Mounlada...

Haïfa Ramadan

Jérôme GUYON

Mohamad Geif ...

Nabil salhani

inane Douaihy

Amina Farhat

Chadi serhal

Mireille Mouaw...

Sorina Mortada

nidale elraï elraïi

L'Institut des Finances Basil Fuleihan et la France

Histoire de
25 ans
de coopération réussie

معهد باسل فليحان
المالي والاقتصادي
Institut des Finances Basil Fuleihan



سنة ثبات
النقطة بنعت فجر
25 ANS DE
CONSTANCE
GUTTA CAVAT LAPIDEM

Sommaire

Historique et Mission	2
<hr/>	
25 ans de coopération réussie avec la France	4
<hr/>	
Nos Réalisations : un quart de siècle au service du Liban	7
Développement d'un capital national de compétences	9
Proposition de politiques publiques et accompagnement des réformes	10
Relais de l'expérience française au Liban et dans la région	11
Rayonnement de la francophonie	12
<hr/>	
Conclusion	13



Historique et Mission

L'Institut des Finances est le résultat d'une ambition combinant le pragmatisme et le rêve, c'est un combiné du meilleur du Liban.

Jean-François BIJON

Ancien directeur de l'Institut des Finances

- L'Institut des Finances a été créé en 1996 dans le cadre du protocole entre la France et le Liban, pour remédier aux déficiences institutionnelles d'après-guerre, à travers la remise à niveau du « capital compétence » du pays et l'accompagnement des réformes structurelles dans les domaines des finances publiques, des douanes et de la modernisation de l'Etat ;
- Il a acquis en 2003, le statut d'institution publique autonome, jouissant d'une indépendance administrative, financière et technique, opérant sous la tutelle du ministre libanais des Finances ;



Lorsque l'Institut a été créé, le Liban sortait d'une guerre civile de 15 ans. Ses institutions étaient détruites, ses finances publiques ruinées. A cette époque, la France s'est fortement engagée auprès du Liban qui a été le premier bénéficiaire, en termes d'aide par habitant, des protocoles financiers bilatéraux conclus entre les deux pays. Dans ce cadre, l'Institut a été créé, avec une mission claire : contribuer au développement du Capital Compétences de l'ETAT en finances publiques, porte d'entrée à la modernisation de l'action publique au sens large ; mission qu'il remplit à travers des activités de formation, d'information (recherche et publications comprises) et de mise en réseau et partenariats locaux, régionaux et internationaux.

Lamia Moubayed Bissat

Présidente de l'Institut des Finances Basil Fuleihan

- En 2006, il est baptisé "Institut des Finances Basil Fuleihan", en mémoire du jeune ministre de l'Economie et l'un des fondateurs de l'Institut, décédé suite à l'attentat perpétré contre le premier ministre Rafic Hariri, en 2005 ;
- Politiques publiques, formation, partenariats constituent aujourd'hui, les trois axes de travail de l'Institut qui œuvre pour le développement des compétences en gestion des finances publiques, la modernisation de l'Etat, l'éducation financière et économique des jeunes et l'accès à l'information des citoyens.



La Contribution Économique des Industries Culturelles et Créatives au Liban

Des statistiques culturelles au service
du développement économique

Étude préparée par
L'Institut des Finances Basil Fuleihan

25

مؤسسة البحوث
الاقتصادية والتمويلية
ببازيل فلهان

Beyrouth, Liban - Octobre 2020

Avec le soutien de



25 ans de coopération réussie avec la France

Un modèle réussi de partenariat loin des modèles classiques de coopération, basé sur la co-construction de projets et sur des rapports équilibrés où chacun des partenaires apporte son expertise et son savoir-faire.

Une coopération qui a misé sur les compétences et qui a encouragé le dialogue et les synergies tout en sachant s'adapter à un environnement complexe, aux crises et aux guerres.

Cette coopération a contribué à:

- La formation des cadres dirigeants et des fonctionnaires de l'Etat libanais, notamment les gestionnaires des finances publiques, des douanes et des collectivités territoriales (municipalités) ;
- La conception, l'accompagnement et la mise en place des réformes structurelles ;
- L'analyse et l'élaboration de politiques publiques notamment dans le domaine des finances publiques et de l'administration ;
- Le développement de partenariats entre les institutions publiques libanaises et françaises ;
- L'apprentissage du français par les agents de l'Etat et le rayonnement de la francophonie ;
- Le transfert du savoir-faire français et européen vers le Liban et les pays de la région MOAN ;
- Et la coopération bilatérale, triangulaire et multilatérale.



Dans un pays où le poids culturel de la France est majeur, avec une population à 40% francophone, 23 000 ressortissants français vivant au Liban et 210 000 Libanais installés en France, les destins des deux pays sont « noués indéfectiblement par les liens du temps, de l'esprit, de l'âme, de la culture, des rêves ».

Emmanuel Macron - Beyrouth, Août 2020

En 2021, cette coopération fête ses 25 ans

25 ans de coopération franco-libanaise, c'est :

- 23 institutions françaises partenaires
- 14 conventions de coopération ratifiées avec des partenaires français
- 3 délégations officielles accueillies au Liban et de multiples visites de hautes personnalités
- 50 missions d'assistance technique française au Liban au profit des agents du ministère des Finances
- 60 visites d'études et d'immersion en France impliquant plus d'une centaine d'agents publics
- Plus de 494 fonctionnaires et experts formés dans les écoles nationales françaises, dont 62 à l'ENA
- 9 éditions de Rencontres de cadres dirigeants du secteur public en collaboration avec l'ENA-France et l'Institut français / Ambassade de France au Liban
- 29 séminaires impliquant plus de 250 cadres supérieurs et 22 experts français
- 3 éditions de Cycle de Hautes Etudes pour le Développement Economique en Méditerranée (CHEDE-MED) en collaboration avec l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE) et les instituts de formation des ministères des Finances du Maroc, de l'Espagne et de l'Italie
- 3 programmes mixtes autour de l'ingénierie de formation co-construits avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)
- 1 étude sur le potentiel économique des industries culturelles et créatives



Ensemble, le Liban et la France avons réussi à :

Etablir des partenariats forts et enrichissants avec les ministères et écoles du service public français, parmi lesquels le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, le ministère de la Transformation et de la Fonction publique, ADETEF mais aussi Expertise France, l'Agence française de développement, l'IGPDE, l'ENA et le CNFPT.

Les partenaires français de l'Institut



Le professionnalisme de l'équipe de l'Institut des Finances Basil Fuleihan ainsi que sa place de centre d'excellence de l'ingénierie de formation dans la région Afrique du Nord/Moyen Orient nourrissent un partenariat fiable et durable, aux bénéfices mutuels pour les missions qui sont les nôtres. Je vous remercie de la qualité de notre collaboration et vous assure du plein soutien du CNFPT pour la poursuite de vos missions et de notre partenariat.

France Burgy

Directrice générale du CNFPT



Nos Réalisations : un quart de siècle au service du Liban

Quand tout semble difficile, quand la crainte survient, quand les citoyens perdent confiance, alors nous retrouvons tout le sens de l'action publique : assurer la cohésion, porter les valeurs de la République avec impartialité et loyauté. Vous portez non seulement la cohésion mais l'espoir du toujours bien vivre ensemble.

Marylise LEBRANCHU

Ministre française de la Décentralisation et de la Fonction publique,
à l'occasion de sa visite à l'Institut des Finances Basil Fuleihan,
le 26 septembre 2014

Figurant au premier rang des partenaires politiques, institutionnels et économiques, la France a contribué à l'effort de reconstruction du Liban, privilégiant une politique de coopération et de développement au service de la consolidation de l'Etat de droit, du développement économique et social, de la protection de l'environnement et du patrimoine, de la coopération universitaire et de la recherche, des échanges culturels et du débat d'idées.



Les deux pays ont aussi bâti, au fil des années, des relations économiques et commerciales privilégiées qui ont hissé la France au rang de huitième fournisseur du Liban, avec une part de marché de 4% et un stock d'investissements direct français au Liban atteignant 695 millions d'euros (2019).

Puis, la France a accueilli différentes conférences pour répondre aux urgences et soutenir des programmes de réformes économiques, connues sous les noms de Paris I (2001), II (2002) et III (2007) ainsi que plus récemment la Conférence économique pour le développement, par les réformes et avec les entreprises (CEDRE) en 2018, au cours de laquelle la France s'est montrée particulièrement attentive au renforcement des institutions de l'Etat libanais et à la relance économique du pays. Elle a mobilisé des promesses de financement à hauteur de 11 milliards d'euros.

Suite à la tragédie de l'explosion du Port de Beyrouth le 4 août 2020, la France a organisé et co-présidé trois conférences afin de canaliser l'aide humanitaire internationale auprès du peuple libanais, en complément des deux visites du Président Emmanuel Macron au Liban les 6 et 31 août 2020. En août 2021, elle a pris de nouveaux engagements à hauteur de 100 millions d'euros sur douze mois, pour les secteurs prioritaires de l'éducation, de l'aide alimentaire et de la santé.

Depuis sa création, l'Institut est un acteur clé de la coopération institutionnelle. Il contribue avec ses partenaires français :

- Au développement d'un capital national de compétences à travers l'échange et le transfert d'expertise ;
- A la proposition de politiques publiques et à l'accompagnement des réformes ;
- Au relais de l'expérience française au Liban et dans la région ;
- Au rayonnement de la francophonie en tant qu'instrument de coopération internationale et de pluralité.



Développement d'un capital national de compétences

Le renforcement des compétences de la fonction publique libanaise, a toujours constitué une priorité pour l'Institut des Finances Basil Fuleihan qui, accompagné du savoir-faire français a assuré:

- Le développement des compétences des gestionnaires des finances publiques au sein du secteur public libanais et la valorisation de l'expertise française à travers l'animation de séminaires et sessions de formation et le transfert de bonnes pratiques ;
- Les échanges, avec la haute fonction publique libanaise, autour des valeurs et du savoir-faire français et européen dans le domaine de la modernisation de l'Etat ;
- La participation de cadres libanais à des missions d'accueil, visites d'étude et stages de formation en France ;
- Le développement d'outils pédagogiques et des modules de formation.

Les Rencontres des cadres dirigeants de la fonction publique libanaise

Le projet des Rencontres des cadres dirigeants est né d'une volonté franco-libanaise commune de renforcer les capacités stratégiques et managériales des jeunes leaders de la fonction publique libanaise. Soucieux d'apporter des ouvertures nouvelles et des éclairages autour des dossiers contemporains de réforme de la gestion publique et des défis de la modernisation de l'Etat, ces séminaires sont conçus par l'ENA-France et l'Institut des Finances Basil Fuleihan afin d'accompagner les managers confirmés sur la voie de la performance, en capitalisant sur le transfert des bonnes pratiques et du savoir-faire.



Proposition de politiques publiques et accompagnement des réformes

Une coopération forte et des liens étroits, contribuant à :

- L'amélioration des cadres réglementaire, juridique, fiscal et douanier, essentiels à la relance économique du Liban ;
- La promotion de la transparence financière et la création d'un environnement favorable à l'implantation d'entreprises françaises au Liban ;
- Aux efforts de négociation et d'application d'accords sur la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et droits de succession dans la perspective d'instaurer un cadre juridique moderne au profit des échanges commerciaux, industriels et culturels avec la France.

Une coopération... appuyée par une collaboration diplomatique active

25 ans et 340 visites officielles franco-libanaises auxquelles l'Institut des Finances Basil Fuleihan a activement participé notamment :

- La visite au Liban du premier ministre français, M. François Fillon, en novembre 2008, pour la signature du Document cadre de partenariat France-Liban (2008-2012) et de cinq accords de coopération avec diverses administrations libanaises ;
- La visite au Liban de la ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Mme Christine Lagarde, en décembre 2009, pour confirmer le soutien français au programme de réformes décidé à la conférence de Paris III et signer un avenant à la Convention de prêt d'aide budgétaire ;
- La visite en France de la ministre des Finances, Mme Raya Haffar, en janvier 2010 ;
- La visite au Liban de la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, Mme Marylise Lebranchu, en septembre 2014, pour la signature d'un arrangement administratif visant à soutenir le Réseau national de formation et le Réseau national Mixité et Gouvernance.

Relais de l'expérience française au Liban et dans la région

L'expérience française a longtemps inspiré le secteur public au Liban et dans la région. L'Institut des Finances Basil Fuleihan qui en a largement bénéficié au cours de ses 25 ans d'activité en est le fervent défenseur et a réussi à :

- Constituer une vitrine et un relais de l'expertise française dans les domaines de la coopération administrative et financière pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) ;
- Créer et piloter pendant 16 ans, le réseau des écoles et instituts de formation du secteur public dans la région MOAN « GIFT-MENA » et promouvoir le partage d'expériences, l'échange et la coopération Sud – Sud et Nord – Sud ;
- Mettre en contact les institutions françaises du service public avec plus d'une soixantaine de prestataires de formation et acteurs de la modernisation dans 20 pays arabes ;
- Mettre à profit l'expertise française en matière de gouvernance publique, de réforme administrative et de modernisation de l'État pour accompagner la transition démocratique des pays MOAN.



Le réseau GIFT-MENA c'est

64 membres, instituts de formation de la région MOAN

20 pays de la région MOAN

20 organisations régionales et internationales partenaires

Le réseau GIFT-MENA (Governance Institutes Forum for Training in the Middle East and North Africa), soutenu par la France, est un consortium d'écoles et instituts de formation du service public dans la région Afrique du Nord Moyen-Orient (MOAN). Lancé à Beyrouth en mars 2006, il est une plateforme de dialogue et d'échange institutionnel autour des thématiques de gouvernance, de performance et de valorisation du capital humain dans la fonction publique et un instrument de la coopération au développement et regroupe 64 partenaires institutionnels méditerranéens.

Le GIFT-MENA constitue une des rares initiatives Sud-Sud et Nord-Sud de la région MOAN dans le domaine de la gouvernance. Il a constitué au fil du temps un outil de développement, de renforcement et de professionnalisation des écoles de gouvernance publique mais aussi un outil d'influence et de dialogue favorable à la France.

Depuis sa création, il a été soutenu par la France au travers de la participation d'ADETEF et de l'ENA à son comité de pilotage, puis à travers une dotation du Trésor français à hauteur de 350,000 euros entre 2011 et 2015, et enfin à travers le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour un montant de 300,000 euros entre 2016 et 2020 destinés à financer des études et réflexions stratégiques autour de l'autonomisation du réseau et la création d'un nouveau cadre d'activités.



Rayonnement de la francophonie

Animé par une vision de la francophonie comme un outil de coopération multilatérale visant à promouvoir la bonne gouvernance et la diversité culturelle au service du bien collectif, l'Institut des Finances Basil Fuleihan cultive et renforce la connaissance de la langue française auprès des bénéficiaires de ses activités et constitue un acteur important de la francophonie au Liban.

Dans ce cadre, il mène à bien différentes initiatives, telles que :

- La création d'un noyau de formateurs-experts parfaitement francophones aptes à former les générations futures ;
- L'apprentissage de la langue française par les fonctionnaires du ministère des Finances et d'autres administrations et institutions publiques ;
- La participation active aux activités de la francophonie ;
- L'organisation de la Dictée des finances, rendez-vous annuel très attendu aux aspects ludiques ;
- La participation annuelle au Mot d'or de la francophonie aux côtés de l'AUF, de l'Institut français et autres institutions académiques francophones ;
- La présence annuelle au salon du livre francophone de Beyrouth ;

ainsi que la création et la gestion de la Bibliothèque des finances, centre de documentation public spécialisé en économie, finances et administration, riche d'une collection de plus de 5 000 ouvrages en français.

Une coopération intelligente qui fait rayonner la francophonie à travers la facilitation de l'apprentissage de la langue française et la participation aux activités francophones et francophiles...

- 540 participants aux cours de langue française dans le cadre du FSP
- 20 éditions du Salon du livre francophone
- 6 éditions de la Dictée des finances
- 3 éditions du Mot d'or de la francophonie
- 2 projets FSP « Appui et renforcement de la francophonie au Liban » (2013-2016)
- Et plus de 8 000 références françaises à la Bibliothèque des Finances



Conclusion

Quand l'Institut a été créé il y a un quart de siècle, il s'agissait de reconstruire. Paradoxalement, la période qui s'ouvre est celle de la construction, construction d'un Etat moderne, s'appuyant sur des régulations adaptées, des fonctionnaires bien formés et des politiques publiques inscrites dans la perspective des objectifs de développement durable. L'Institut a un rôle central à jouer, fort de son capital humain et de celui du Liban tout entier. Il peut compter sur l'appui de la France.

Pierre Duquesne

Ambassadeur chargé de la coordination du soutien international au Liban

En 25 ans, l'Institut des Finances Basil Fuleihan a joué un rôle constructif et stabilisateur dans un contexte de crises et de fragilité. Il a accompagné les réformes, créé des partenariats et initié dialogue et collaboration entre les acteurs clés.

A l'heure des bouleversements géopolitiques régionaux et d'une réorientation stratégique de la politique d'aide au développement, d'influence et de diplomatie économique française, l'Institut des Finances Basil Fuleihan reste fidèle à sa mission, constant et cohérent dans sa démarche. Il continuera à mobiliser son expertise, sa connaissance des processus de gestion du changement, sa crédibilité reconnue de tous au service du renouveau du Liban.

Un renouveau porté par une refonte des politiques publiques dont la transparence budgétaire pour qu'elles soient ouvertes, participatives, de leur conception à leur mise en œuvre, et à l'écoute des besoins et des citoyens ; par des réformes techniques, et notamment celle de l'achat public, tant attendues par la communauté internationale et les bailleurs de fonds ; et enfin, la reconstruction d'institutions publiques robustes, portées par des fonctionnaires compétents, à même de réfléchir, de guider et de rendre des comptes.

512, Corniche El-Nahr
B.P.: 16-5870 Beyrouth Liban
Tél: +961 1 425 146/9
Fax: +961 1 426 860

institutdesfinances.gov.lb



IOFLebanon



IOFLebanon



IOFLebanon



InstituteOfFinance



Institut des Finances Basil Fuleihan